Questionnaire destiné aux candidats au Comité contre la torture (CAT)

1. **Nom :** MOULAYE ABDALLAH Moulaye Abdallah
2. **Nationalité :** MAURITANIENNE
3. **Fonction actuelle :** Directeur Général de l'Administration Pénitentiaire et de la Réinsertion
4. **La CAT et la résolution 68/268 de l'AG exigent que les experts soient « expérimentés dans le domaine des droits de l'homme » et « plus particulièrement celui couvert par le traité pertinent », et de tenir compte de l'utilité de « quelques personnes ayant une expérience juridique » (article 17). Veuillez expliquer en quoi vous êtes qualifié en tant qu'expert.**

Magistrat de l'ordre judiciaire, disposant d'une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique et judiciaire, au cours de laquelle j'ai occupé diverses fonctions de justice pénale, d'administration pénitentiaire et au sein des institutions et organes nationaux de promotion et de protection des droits de l'homme, tels que la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), le Comité Intersectoriel chargé de l'Elaboration des Rapports et le Suivi des Recommandations des droits de l'homme (CTIER), l'Instance Nationale de lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants, (INLCTPTM), etc. A cela, s'ajoute une expérience internationale dans la région du Sahel, au sein de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime.

Ayant participé à la formation de magistrats, de forces de l'ordre et de la société civile, je crois que par l'éducation, la réforme institutionnelle et la coopération, on peut bâtir une approche intégrée de prévention de la torture.

En plus de ma formation de base de juriste, ce parcours m'a permis d'acquérir des connaissances, d'accumuler des expériences pratiques et d'avoir une perception réelle des enjeux liés à la promotion et la protection des droits de l'homme.

Ce profil et les enseignements tirés des défis pratiques inhérents à l'exercice de la justice pénale, à la gestion des lieux de privation de liberté et à l'application des normes internationales y afférentes, dans les contextes africain et arabe, m'amènent à mettre mon expérience à la disposition du Comité, pour renforcer le respect de la dignité et l'inviolabilité de l'intégrité physique de la personne humaine et contribuer à la mise en œuvre effective de la Convention contre la torture, à partir de mon expérience de terrain.

5. **Selon les Principes directeurs d'Addis-Abeba, « les membres de ces organes doivent non seulement être indépendants et impartiaux, mais aussi être considérés comme tels par un observateur raisonnable. ». Avez-vous une expérience ou une affiliation**

Questionnaire destiné aux candidats au Comité contre la torture (CAT)

qui pourrait être considérée comme un conflit d'intérêts réel ou apparent (par exemple, occuper un poste au sein ou au nom du gouvernement de votre pays) ? Si oui, comment comptez-vous y remédier afin de garantir une indépendance et une impartialité totales dans l'exercice de vos fonctions ?

J'occupe actuellement la fonction de directeur général de l'administration pénitentiaire de mon pays. Je comprends que cette expérience est un réel avantage et une plus-value pour moi au sein du Comité contre la torture.

L'indépendance et l'impartialité sont, de mon point de vue, des engagements personnels, éthiques et professionnels, que le responsable doit s'investir à respecter, au cours de sa carrière, en adoptant la conduite nécessaire à éviter tout conflit d'intérêt. Cela vaut pour la crédibilité, l'intégrité et l'efficacité du Comité contre la torture, auquel l'appartenance suppose l'indépendance et la loyauté aux principes et à la mission de l'ONU et ses organes, notamment des droits de l'homme.

Pour éviter tout discrédit, que ce soit sur le Comité ou sur moi-même, je veillerai si je suis élu, à m'éloigner de tout comportement susceptible de jeter le doute sur mon objectivité et à me récuser dans l'examen de toute situation impliquant mon pays.

6. Si vous êtes élu, comment vos engagements professionnels vous permettront-ils de consacrer le temps et l'attention nécessaires à l'exercice efficace de vos fonctions, tant pendant les sessions qu'entre celles-ci ?

Conscient des exigences liées à la fonction de membre du Comité contre la Torture, notamment en ce qui concerne la participation active aux sessions et aux autres travaux, je me dois de prendre les dispositions appropriées pour garantir ma disponibilité et assurer ma présence physique chaque fois que cela est nécessaire.

Cela vaut aussi pour les autorités de mon pays, qui ont décidé de me propulser à cette candidature ; considérant la noble mission pour laquelle elles appuient ma candidature, il est de l'évidence qu'elles m'accordent le temps et l'opportunité nécessaires pour me permettre pleinement de participer et de contribuer activement aux travaux du Comité.

Enfin, en tant que directeur national, j'ai déjà une pratique établie de délégation de responsabilité. Aussi, je suis familiarisé avec le travail à distance, ce qui me permet de partager et de contribuer activement au travail du Comité, même en dehors des sessions présentiels.

7. Selon vous, quel est le rôle de la société civile, des institutions nationales des droits humains (INDH) et des mécanismes nationaux de prévention (MNP) dans la collaboration avec le Comité dans le cadre de ses fonctions ? À votre avis, comment les voix et les expériences des survivants de la torture et d'autres mauvais traitements

Questionnaire destiné aux candidats au Comité contre la torture (CAT)

peuvent-elles être prises en compte de manière significative dans les fonctions et les méthodes de travail du Comité ?

Le rôle de la société civile, des INDH et des MNP est d'une grande importance pour le travail du Comité. Ce sont des acteurs locaux indépendants qui peuvent servir le Comité dans le cadre de ses fonctions.

Les organisations de la société civile (OSC) alimentent le Comité d'informations fiables et crédibles et des cas concrets, lui permettant d'évaluer la situation des droits de l'homme dans un Etat donné et le niveau de mise en œuvre par cet Etat des recommandations que le Comité lui a formulées.

Les INDH qui ont un large mandat de promotion et de protection des droits humains, et les MNP, pionniers de la surveillance des lieux de privation de liberté, permettent de prévenir la torture. Le rôle important de monitoring local conféré à ces institutions justifie la coopération et la collaboration avec Comité. Ce dernier peut ainsi accéder à des données précises et régulières sur l'évolution de la situation des droits de l'homme, et avoir une vision réelle de ce qui fonctionne et de ce qui ne l'est pas.

Grâce aux fonctions consultative, éducative et de coopération que les INDH et les MNP ont au niveau local, le Comité peut se baser sur leur évaluation de la situation, l'évolution et l'effectivité des normes nationales pour apprécier la conformité ou la non-conformité des mesures et pratiques de l'Etat, aux normes internationales contre la torture et les mauvais traitements, et par conséquent formuler des recommandations et en demander la mise en œuvre.

Les OSC, si leurs capacités sont renforcées, peuvent assurer le suivi sur le terrain, de l'action des pouvoirs publics et de l'effectivité de la jouissance des individus de leurs droits. Elles s'informent, documentent, dénoncent et interagissent avec les parties prenantes. Ce qui est important pour le Comité.

Les OSC, les INDH et les MNP, en présentant des rapports au Comité, lui permettent de compléter ou contredire les informations officielles fournies par l'Etat. Ces informations permettent au Comité d'évaluer le respect et l'application par l'Etat des obligations lui incombant. Ces entités collaborent avec le Comité à tous les niveaux ; avant, au cours et après l'examen, ainsi que pendant les procédures éventuelles de plainte ou d'enquête.

Les voix et les expériences des survivants de la torture constituent le son d'alarme pour le Comité. Ces voix et expériences doivent être pleinement prises en compte dans le travail du Comité. Il est d'ailleurs essentiel de considérer les survivants de la torture et des mauvais traitements comme de véritables partenaires dans la prévention de la torture.

L'accès à la justice pour les survivants de la torture est fondamental pour que la règle de droit prévale. Les survivants doivent être encouragés à témoigner, et les conditions propices créées pour cela. Leur contribution doit être prise en compte par le Comité pour fonder son action, renforcer et enrichir ses conclusions.

La voix et l'expérience des survivants de la torture permettent au Comité de découvrir les lacunes des lois et/ou les défaillances des procédures et mécanismes de protection et les écarts de l'effectivité de mesures dans la pratique.